

[Français]

## LA SÉCURITÉ SOCIALE

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE FAIRE CONNAÎTRE AUX CANADIENS SA POSITION RELATIVEMENT AUX PROGRAMMES SOCIAUX

**L'hon. Jean Lapierre (Shefford):** Monsieur le Président, j'aimerais revenir au très honorable premier ministre. On a vu aujourd'hui le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social faire un autre ballon d'essai en disant que maintenant ils allaient donner d'une main et retirer de l'autre. J'aimerais demander au premier ministre pourquoi il n'a pas l'honnêteté de dire aux Canadiens qu'il les a dupés pendant la période électorale et que maintenant qu'il a le pouvoir, il coupera dans les programmes sociaux d'une manière ou d'une autre, ou bien par la fiscalité ou bien directement, mais qu'il a l'intention de couper d'une manière ou d'une autre.

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, tout d'abord je pense que je ne me sens pas tout à fait à l'aise si je n'entends pas la députée de Hamilton-Est. Le fait est que mon honorable ami sait fort bien que nous n'avons nullement l'intention d'agir de cette façon-là. Nous avons envisagé... comme le disait le député de Sudbury au cours du débat télévisé cet été, qu'il y a lieu d'envisager, comme on l'accepte, l'utilisation du jeu fiscal afin d'essayer de trouver plus de fonds pour les moins bien nantis de notre société. C'est tout ce que nous essayons de faire tout en gardant l'intégrité des principes qui nous gouvernent, savoir essayer d'utiliser d'une façon plus saine les fonds à notre disposition pour venir en aide aux moins bien nantis dans notre société qui ont vraiment besoin de l'aide gouvernementale.

**M. Lapierre:** Monsieur le Président, le premier ministre vient nous dire, encore une fois, pour mettre de l'insécurité dans la population... Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social vient de faire un «trial balloon», maintenant le premier ministre continue.

J'aimerais savoir si le premier ministre a l'intention d'arriver «clair, net et précis» très bientôt pour mettre fin à l'insécurité qui existe chez les personnes âgées et les mères de famille. Si la décision est prise, pourquoi faire une consultation «bidon», monsieur le Président?

**M. Mulroney:** Monsieur le Président, c'est l'écran de fumée habituel et le canard du parti libéral. On sait que cela fait partie des bonnes vieilles traditions, «le stunt» du parti libéral au Québec. Cela a toujours été la même chose: lancer des men songes et des injures sur l'adversaire, comme la pluie. Nous disons ce que vous savez. C'est que nous sommes là pour aider le citoyen moyen à en avoir plus. Et c'est ce que nous allons faire. Nous allons défendre l'intégrité de nos programmes sociaux contre les attaques mesquines du parti libéral. Voici ce que nous allons faire.

Privilège—M. Langdon

● (1500)

[Traduction]

## RAPPORTS DU GREFFIER DES PÉTITIONS

**M. le Président:** J'ai l'honneur d'informer la Chambre que les pétitions présentées par des députés le lundi 17 décembre étaient, à une exception près, conformes aux exigences du Règlement quant à la forme.

## LA DÉRÈGLEMENTATION DES SERVICES TÉLÉPHONIQUES

**M. le Président:** La pétition présentée par le député de Prince-Albert (M. Hovdebo) n'est pas conforme aux exigences du Règlement quant à la forme.

\* \* \*

## QUESTION DE PRIVILÈGE

LA DÉCLARATION DE M. MULRONEY AU COURS DE LA PÉRIODE DES QUESTIONS

**M. le Président:** J'ai reçu une note du député de Hamilton-Est (M<sup>me</sup> Copps) qui désire soulever une question de privilège.

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, ma question de privilège découle d'une déclaration faite par le premier ministre (M. Mulroney) lors de la période des questions. J'ai compris que le premier ministre m'accusait d'avoir détruit le parti libéral de l'Ontario. Je voudrais obtenir...

**Des voix:** Oh, oh!

**Mme Copps:**... des excuses du premier ministre.

**Une voix:** Sur qui voulez-vous rejeter le blâme?

**Mme Copps:** Je voudrais aussi que le premier ministre sache que la seule chose qu'il ait détruite, c'est la crédibilité de son gouvernement, et c'est à lui la faute.

**M. le Président:** Je dois dire que ce n'est pas là une question de privilège, mais peut-être un rappel au Règlement ou une question qui pourrait être débattue à un autre moment.

**M. Hnatyshyn:** Sheila, vous n'avez pas pu réussir toute seule, vous avez eu de l'aide.

**M. le Président:** J'ai une question de privilège du député d'Essex-Windsor (M. Langdon).

**M. Beatty:** Ce que Peterson a gagné, c'est Turner qui l'a perdu.

ON AURAIT MAL RAPPORTÉ LES PROPOS DU MINISTRE DES FINANCES

**M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor):** Si je soulève cette question, monsieur le Président, c'est que je voudrais obtenir des éclaircissements de votre part.

**M. le Président:** Le député soulève-t-il la question de privilège?